

25 Février 1935

A son excellence Le comte de Martel

Vous ne nous quittez que dans trois jours, Monsieur l'Ambassadeur, et il pourra peut-être sembler irrévérencieux à certains que nous songions dès aujourd'hui à vous présenter les vœux que nous formons pour votre voyage.

Mais ce voyage, nous y attachons trop d'importance et, le dirons-nous trop d'espoirs : nous ne voudrions pas que notre discours de dernière heure vous parvint au moment où vous serez légitimement accaparé par vos ultimes préparatifs. Nous tenons trop à nos vœux, trop aussi à notre discours pour accepter que, pour vous les offrir quand il le faudrait, ils puissent risquer de ne plus vous atteindre.

Calme et histoire

Monsieur l'Ambassadeur, il y a six mois, lors de votre dernier voyage en France, vous déclariez à des journalistes déçus, qui vous pressaient de questions, que les pays sous Mandat vivaient dans le calme et n'avaient point d'histoire. Nous savions bien alors que c'était apparemment exact et que votre réponse n'était pas une boutade.

Mais nous ne vivons plus aujourd'hui dans la sérénité et nous avons tant d'histoires que nous craignons souvent, en nous réveillant le matin, que le jour qui naît ne soit un jour historique. Nous le craignons, Monsieur l'Ambassadeur, parce que nous sommes un peuple calme et parce que nous savons que les journées historiques ne sont pas nécessairement des journées heureuses.

Malaise

En moins d'un mois, vous aurez pu assister comme nous à une émeute, à deux grèves et à la plus soudaine des explosions de mécontentement qui aient jamais éclaté dans ce pays. C'est sans doute ce mécontentement à peu près unanime qui a entraîné les manifestations populaires. Mais ces manifestations, vous le savez comme nous, ne ressemblaient en rien à celles du mois de Mai 1932. Elles n'avaient rien d'artificiel ni de faisandé.

Le pays est aujourd'hui en proie à un malaise qu'il ne servirait de rien d'ignorer. Un malaise tel, Monsieur l'Ambassadeur, qu'une des autorités spirituelles les plus éminentes du Liban a pu déclarer qu'il lui semblait retrouver l'atmosphère lourde d'il y a vingt ans.

On aurait tort de faire retomber sur une administration toutes les responsabilités de ce malaise. Les causes en sont plus profondes : elles tiennent aux bases mêmes du régime, à son esprit et à ses méthodes. Il a suffi d'un an à peine pour rendre ce régime caduc. Et toute autre administration, tout autre chef ou toute autre équipe se heurtera fatalement au même vice de

construction. Le régime actuel n'est pas viable. Et l'on ne peut même plus gouverner sur un malentendu : Le peuple libanais ne veut pas de ce régime.

Crise économique

A la base de la crise économique il y a le problème douanier. Le reste est littérature, à peu de chose près. Vous avez certes, Monsieur l'Ambassadeur, fait de votre mieux dans ce domaine. Mais vous ne pouvez plus, personne ne peut plus, qu'avoir recours à des palliatifs, s'un effet provisoire, local et incertain. Il faut que le Liban arrive à la parité douanière avec les Etats voisins. Hors de là, son économie se voit irrémédiablement condamnée.

Si l'on diminue les droits de douane, il se produira peut-être un trou dans le budget des Intérêts Communs. Ce trou, c'est la France seule qui peut le combler. C'est pourquoi nous prenons la liberté de venir lui demander, par votre voix, un crédit lui demander, par votre voix, un crédit temporaire.

La France a déjà beaucoup dépensé dans ce pays. A notre avis ces dépenses ne sont pas stériles. Mais son effort ne risque-t-il pas d'être compromis pour une somme qui n'a relativement rien de fantastique ? Cet effort nouveau, vous pourriez le demander pour nous, Monsieur l'Ambassadeur, comme d'autres demandent pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc des sacrifices en matière douanière, qui menacent pourtant toute l'agriculture française.

Crise morale

La détresse morale n'est plus moins profonde. Le Liban se sent seule et impuissant parce que rien, dans le régime actuel, ne lui permet un redressement efficace. Vous pensez comme nous qu'il importe peu à l'heure actuelle d'analyser si ce pays mérite et non sa liberté : il faut être vivant avant d'être libre et malgré un optimisme dont les tenants se raréfient de jour en jour, nous ne sommes pas si sûrs de la vie.

Nous demandons le pouvoir

Dans des circonstances particulièrement exceptionnelles, nous venons demander le pouvoir pour les libanais dans le cadre d'une collaboration loyale. Nous venons demander qu'on permette à des libanais d'opérer au Liban la reconstruction nationale qui s'impose. Nous aussi, nous tendons la main à la France.

Depuis à peu près dix siècles.

Il y a environ vingt ans que nous attendons une réponse, pourtant facile à donner, et il y a autant d'années que cette réponse ne vient pas.

Les sacrifices nécessaires

Monsieur l'Ambassadeur, la situation de ce pays exige des réformes fondamentales, profondes, urgentes aussi. C'est en vous que les libanais placent aujourd'hui leurs espoirs, c'est vous qu'ils chargent de leurs aspirations et de leurs revendications. Et comment douterait-ils que vous n'obteniez pour eux gain de cause ? La France risquera-t-elle de compromettre non seulement au Levant une situation morale et économique plusieurs fois séculaire, mais son prestige et sa politique impériale pour les petits sacrifices que nous lui demandons ?

Vous pourriez crier vous aussi que « si la France n'intervient pas, la Syrie et le Liban sont perdus », sinon pour la France du moins pour eux-mêmes.

Il n'y a pas dix jours, M. Stanley Baldwin répondant aux Communes aux critiques soulevées par la discussion de l' « India Bill », rappela que l'attachement de l'Empire avait été gagné par des concessions généreuses, faites à temps. (Mr. Baldwin reminded them that the loyalty of the Empire had been won by generous concessions given in time). Cela ne serait-il pas également vrai de l'Empire français de la III^e République ?

Monsieur l'Ambassadeur, nos respects et nos vœux vous accompagnent. Nous souhaitons votre réussite pour la France et pour le Liban.